



MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE, VENTILATION, CLIMATISATION, DISTRIBUTION D'EAU SANITAIRE ET PLOMBERIE

Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n°1 URSSAF Normandie URSSAF Centre Val-de-Loire CAF du Loir-et-Cher (site de Blois) CPAM du Loir-et-Cher (sites de Blois, Romorantin et Vendôme)

Document applicable aux lots n°1, 2, et 3 de la consultation

Numéro de procédure : 2025-GR-02

Appel d'offres ouvert

- Article L2124-1 et 2, R2124-1 et R2124-2 du code de la commande publique (appel d'offres ouvert)
- Articles L2125-1 et R2162-1 et suivants du code de la commande publique (accords-cadres)

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – Objet – Contexte

Achat de prestations de maintenance et de conduite d'installations de chauffage, ventilation, climatisation (CVC), eau sanitaire (EFS/ECS) et plomberie, pour le compte des organismes de sécurité sociale suivants, réunis en groupement de commande : URSSAF Normandie, URSSAF Centre Val de Loire, CAF du Loir-et-Cher, CPAM du Loir-et-Cher et URSSAF Nord Pas-de-Calais.

Les sites concernés par ces prestations sont les suivants, par organisme :

Organismes	Sites concernés	Adresses
URSSAF Normandie	Saint-Lô	1, rue de la laitière normande - CS 81313 - 50000 SAINT LÔ CEDEX
	Caen Isigny	22 rue d'Isigny - CS 60001 - 14045 CAEN CEDEX 9
	Alençon	Rue François Arago – ZA Ecouves - CS 30000 - VALFRAMBERT 61250 ALENCON
	Dieppe	5, quai du Tonkin - 76200 DIEPPE
	Evreux	Parc de la forêt - 209, rue Henri Becquerel BP 250 27000 EVREUX
	Le Havre	33 Rue Alexandre Durand - 76600 LE HAVRE
	Rouen (siège social)	61, rue Pierre Renaudel - CS 92035 76040 ROUEN CEDEX 1
URSSAF Centre Val-de-Loire	Chartres	8 bis rue Charles Victor Garola - 28000 CHARTRES
	Olivet (siège social)	258 Boulevard Duhamel du Monceau - 45160 OLIVET
	Châteauroux	156, avenue de la Châtre - 36000 CHATEAUROUX
	Bourges	4, esplanade du Prado - 18000 BOURGES
	Blois	6, rue Louis Armand - 41025 BLOIS
CAF du Loir-et-Cher	Blois	6, rue Louis Armand - 41025 BLOIS
CPAM du Loir-et-Cher	Blois	6, rue Louis Armand - 41025 BLOIS
	Romorantin	Rue Monseigneur Couppée 41200 ROMORANTIN-LANTHENAY
	Blois - Centre d'Examens de Santé	4 Rue de Weimar- place Coty - 41000 BLOIS
	Vendôme	60 Avenue Gérard Yvon - 41100 VENDÔME

L'achat de des prestations s'inscrit dans le contexte d'une continuité de service et d'un contrat à obligation de résultat. L'obligation de résultat implique une exécution conforme des prestations conditionnée par l'atteinte d'un certain résultat, quels que soient les moyens déployés par le titulaire du marché pour y parvenir. Le coût lié au déploiement de tous moyens supplémentaires, au-delà de toute intervention initiale validée par l'organisme (sur la base d'un devis établi conformément aux conditions du présent marché) en vue de l'atteinte dudit résultat (notamment horaires/humains, matériels) est déjà compris dans les prix unitaires du marché (cf. article 4.1 du CCAP) et ne saurait justifier de suppléments de rémunération pour le titulaire.

L'obligation de résultat est détaillée à l'article 1.9 du présent document.

1.2 – Nature et contenu des prestations – Allotissement

Contenu des prestations

Le titulaire du marché assure la conduite des installations et le petit entretien dans le cadre de contrats :

- Prestation et forfait de type P2 pour les lots n°1, 2 et 3.

Les contrats comprennent les prestations suivantes :

- Conduite, suivi, réglages et entretien courant des installations.
- Maintenance préventive des installations (selon les fréquences par installation) et remplacement de pièces (P2).
- Maintenance corrective, dépannage et remplacement de pièces (P2).
- Conseil en exploitation et amélioration des performances énergétiques des installations.
- Assistance aux vérifications périodiques réglementaires, à la demande des organismes et sans surcoûts.
- Traitement des non-conformités relevées sur les installations suite aux prescriptions du vérificateur périodique réglementaire.

La maintenance réalisée par le titulaire regroupe l'ensemble des mesures destinées à préserver le bon état de fonctionnement des installations climatiques des sites de l'organisme. Elle comprend les inspections techniques, les opérations d'entretien et essais (maintenance préventive) la maintenance corrective suite à la survenance d'une panne, les mises en conformité suite à visite de contrôle réglementaire et les réparations dans le but de :

- Protéger l'installation contre les dégradations dues à l'usage et à l'action du temps.
- Réparer les dégradations qui surviennent dans des conditions normales d'utilisation.
- Assurer l'intégralité des fonctions pour lesquelles elles sont prévues (notamment les paramétrages).
- Prendre toute mesure conservatoire, aux frais du titulaire, rendue nécessaire par le bon fonctionnement des installations dans le cadre de la maintenance (préventive ou corrective).

Les contrats excluent les prestations suivantes :

- La fourniture de combustible par le titulaire (P1).
- Les travaux d'amélioration des installations.
- Le contrôle technique et les vérifications périodiques des installations.
- Les prélèvements et analyses bactériologiques de type légionella.

Les prix du marché intègrent les coûts de toutes les petites fournitures nécessaires à l'entretien courant des installations prises en compte dans le cadre du présent marché et dont une liste non exhaustive est énumérée ci dessous :

- Chiffons, huile, graisse.
- Solvants, détartrants, colle, paraffine, pâte à rôder, décapants, dégrappants, dégraissants.
- Voyants, ampoules, appareils fluorescents, fusibles basse tension, contacteurs, bobines, relais toutes puissances, télérupteurs, connectique.
- Boutons poussoirs de tableaux, voyants de signalisation.
- Téflon (ou équivalent), rubans adhésifs, membranes, étanchéités, étoupe.
- Oxygène, acétylène, azote.
- Peinture, isolation et calorifuges pour reprises diverses.
- Signalétique des matériels et réseaux.
- Produits additionnels de traitement d'eau des circuits de chauffage et ECS, sels, antigel, produit filmogène.
- Purgeurs automatiques, manuels et groupes de sécurité.
- Têtes et robinets thermostatiques.
- Disconnecteurs non visitables.
- Pièces des disconnecteurs visitables.
- Filtres et courroies des caissons et centrales.
- Visseries, boulons, rivets, cosses et colliers.
- Thermomètres, manomètres.
- Filtres réseaux d'eau et gaz (tamis ...) et joints.
- Gestion et évacuation des fournitures, pièces usagées et déchets générés par le titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations du marché.

Le titulaire doit être en capacité de réaliser ses prestations sur un parc multimarques, en accord avec les spécifications techniques des constructeurs et les règles de l'art.

Allotissement et quantités

Le présent CCTP concerne les lots suivants :

- **Lot n°1** – URSSAF Normandie – Conduite et maintenance des installations pour les sites de Saint Lô, Caen, Alençon/Valframbert, Dieppe, Evreux, Le Havre et Rouen, (contrat P2).
- **Lot n°2** – URSSAF Centre Val de Loire / CAF du Loir-et-Cher et CPAM du Loir-et-Cher – Conduite et maintenance des installations pour les sites de Chartres, Orléans/Olivet, Blois, Romorantin et Vendôme (contrat P2).
- **Lot n°3** – URSSAF Centre Val de Loire – Conduite et maintenance des installations pour les sites de Châteauroux et Bourges (contrat P2).

1.3 – Obligation de suivi des prestations et interventions

L'organisme dispose de toute latitude pour planifier ou reporter une date d'intervention (même déjà notifiée au titulaire), dans le respect de la réglementation et des fréquences et dès lors que ce dernier en a été avisé par tout moyen au moins 3 jours ouvrés à l'avance. Ce dernier ne pourra refuser la planification ou la notification du report de date et ne saurait justifier de supplément de prix à cet effet.

Les dispositions suivantes sont à mettre en corrélation avec les dispositions de l'article 5.1 du CCAP.

Suivi des interventions de maintenance préventive

Le titulaire doit réaliser l'ensemble des visites de maintenance préventives prévues au contrat. Les organismes ne doivent pas se trouver dans une situation de relance systématique du titulaire pour déployer les visites de maintenance préventive. En cas de visite(s) non effectuée(s), chaque organisme peut, le cas échéant, imposer un calendrier des visites manquantes pour le reste de l'année civile en cours d'exécution.

Si une ou plusieurs visites n'ont pu être réalisées au dernier jour de l'année civile en cours d'exécution, les pénalités prévues à l'article 7 du CCAP pourront s'appliquer, ainsi que toute mesure utile à l'exécution du marché. Ces pénalités pourront également s'appliquer aux visites manquantes pendant la dernière année d'exécution du marché.

Suivi des interventions de mises en conformité et maintenance corrective

Après notification des bons de commande correspondants, les organismes ne doivent pas se trouver dans une situation de relance systématique du titulaire pour déployer ces interventions.

Pour les mises en conformités, la date d'intervention est indiquée par l'organisme dans son bon de commande.

Pour les interventions de maintenance corrective, le délai de remise en état des installations indiqué à l'annexe 1 de l'acte d'engagement s'applique par défaut.
--

Acceptation d'entreprises tierces en fin de marché

Le titulaire devra accepter, pendant les 3 derniers mois d'exécution de son marché et sans surcoût pour l'organisme, la présence éventuelle sur site d'entreprises tierces soumissionnant pour le renouvellement du marché dans le cadre des visites individuelles sur les sites.

1.4 – Etat des lieux initial des installations – Evolution des installations

Le titulaire dresse au début du marché un état des lieux initial contradictoire des installations, dans un délai maximal d'un mois à compter de la notification du marché. Cet état des lieux des installations prend en charge impérativement le volet sécuritaire des installations.

L'état des lieux des installations vaut prise en charge immédiate et impérative des installations par le titulaire, notamment concernant le volet sécuritaire et présume de leur parfaite connaissance par ce dernier qui ne saurait arguer d'une quelconque méconnaissance afin de justifier l'inexécution ou la modification d'une prestation ou tout supplément de prix.

La prise en charge des installations engage le titulaire, conformément aux règles de l'art et à la réglementation en vigueur, à :

- Limiter les risques de perte d'exploitation.
- Identifier les risques liés à la sécurité.
- Etre en mesure d'optimiser la mise en œuvre de l'exploitation des installations.

L'état des lieux est consigné dans un document unique, contresigné par les deux parties, qui sera remis au responsable d'exploitation au format papier, ainsi qu'au format dématérialisé exploitable et modifiable ; il contient la liste détaillée des installations, ainsi que les quantités et marques, par type d'installation et par site. Il sera mis en contradiction avec le précédent état des lieux du marché afin de prévenir tout écart.

En l'absence de réserves écrites dûment justifiées par le titulaire à l'état des lieux, les installations recensées sont réputées être en bon état d'entretien et de fonctionnement. Tout dysfonctionnement, dégradation ou non-conformité de l'installation non découvert par le titulaire ou l'organisme pendant l'état des lieux verra la remise en état de l'installation prise en charge par le titulaire, sans surcoût pour l'organisme, avant tout commencement d'exécution du marché. Le marché ne pourra commencer à être exécuté dès lors qu'une ou plusieurs installations ne sont pas en bon état de fonctionnement.

L'état des lieux devient opposable en cas de contestation sur le contenu des installations en cours d'exécution du marché. Il est notifié à chaque responsable d'exploitation de site par tout moyen permettant d'en attester la date de réception.

En cas d'évolution d'installations existantes, le titulaire est tenu de mettre à jour le carnet d'entretien de chaque installation concernée (notamment dans le registre de sécurité), si cette mise à jour n'a pas été effectuée par un tiers.

Certains sites pourront, au cours de l'exécution du marché, faire l'objet de modifications, telles que des changements d'adresse, des fermetures de bureaux ou encore des réhabilitations. Ces évolutions sont susceptibles d'impacter le volume (à la hausse comme à la baisse) des prestations attendues sur lesdits sites. Dans ce cas, une modification du contrat sera à prévoir, le cas échéant, par voie d'avenant, conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Les organismes planifiant soit un déménagement de locaux, soit un changement complet de leur installation préviennent le titulaire de la maintenance, par tous les moyens, de l'avancement de ce projet.

La reprise éventuelle des installations nouvelles est décrite à l'article 1.7 du présent document.

1.5 – Etat des lieux des installations en fin de marché

Il est établi au moins trois mois avant le terme du marché, dans les conditions de l'article précédent. Il sera comparé avec l'état des lieux initial.

Sauf s'il a exprimé des réserves à l'état des lieux initial, le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les installations en bon état d'entretien et de fonctionnement. Il laisse à la disposition des organismes tous les documents, plans, codes d'accès et schémas relatifs aux installations concernées. Les locaux mis à disposition et installations doivent être rendus dans un parfait état de propreté et rangement.

1.6 – Personnel du titulaire

En dehors des prestations de maintenance corrective, le temps passé par le personnel du titulaire pour l'accomplissement des prestations est compris dans les prix forfaitaires définis au présent contrat, au titre de l'obligation de résultat, et ne pourra faire l'objet d'aucun surcoût pour les organismes.

Ce personnel dispose des équipements et compétences adaptées aux installations, d'une tenue de travail appropriée (avec nom et le logo de l'entreprise titulaire ou du sous traitant déclaré) et doit pouvoir intervenir sur un parc d'installations multimarques.

Fidélisation par site

Le titulaire s'engage à fidéliser le personnel dévolu pour chaque site en évitant autant que possible les changements d'intervenants. Sur certains sites, le port d'un badge est obligatoire. Le badge est remis contre récépissé et doit être restitué en cas de départ du salarié ou la fin du marché.

Remplacement du personnel

Le titulaire doit déployer un personnel de qualification supérieure ou égale au personnel remplacé. Il tient informé l'organisme dans les conditions indiquées à l'article 5.3 du CCAP.

A tout moment, l'organisme peut exiger du titulaire le remplacement de tout personnel ne donnant pas satisfaction à l'organisme ou dont le comportement (non cumulatif) :

- Est de nature à compromettre la bonne exécution du marché.
- Porte préjudice à l'activité de l'organisme, de ses salariés ou de ses usagers.
- Constitue un comportement susceptible d'être qualifié de faute professionnelle ou d'infraction pénale.

Le titulaire devra présenter tout document probatoire en ce sens, à la demande d'un organisme. Ce dernier est en droit de refuser le déploiement ou le remplacement de tout personnel affecté à un ou plusieurs de ses sites. L'organisme pourra également demander la transmission de tout document justifiant de l'embauche du personnel par le titulaire.

Qualification

Le personnel du titulaire intervenant sur les installations des organismes doit disposer des qualifications suivantes (Répertoire National des Certifications Professionnelles), ou équivalents :

- **Installations de climatisations** : titre professionnel de technicien(ne) supérieur(e) de maintenance et d'exploitation en climatique (niveau III)

Le personnel devra détenir les certifications attestant de la capacité à manipuler les fluides frigorigènes.

- **Installations de chauffage, traitement d'air et eau froide/chaude sanitaire** : titre professionnel de technicien(ne) supérieur(e) de maintenance et d'exploitation en climatique (niveau III) ou titre professionnel de technicien de maintenance des équipements thermiques (niveau IV)
- **Installations de plomberie, canalisations et sanitaires** : titre professionnel d'installateur sanitaire (BTM) (niveau IV)

Règlement intérieur / Sécurité

Le personnel du titulaire (et de son sous traitant) respecte le règlement intérieur et les règles de sécurité en vigueur dans l'organisme. Ces documents sont accessibles sur site ou sur simple demande à l'organisme.

Travail en milieu occupé

Le personnel du titulaire (ou de son sous traitant) doit veiller à ne pas occasionner de gêne pour l'activité de l'organisme lors de ses interventions.

1.7 – Installations nouvelles

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas si le titulaire est le constructeur ou l'installateur du matériel nouvellement acquis.

Par défaut, le titulaire n'assure pas de prestations pour les matériels nouvellement acquis pendant la période d'exécution du marché auprès d'un autre constructeur/installateur. Ces matériels sont entretenus et maintenus hors du cadre du présent marché. Le titulaire est réputé être au courant de la présence de ces installations sur site dès que l'organisme l'en a informé, par tout moyen.

Responsabilité

Dans le cadre des dispositions de l'article 8 du CCAP, le titulaire prend toutes mesures nécessaires en accord avec le constructeur/installateur pour assurer la coordination de ses interventions et la compatibilité de fonctionnement des installations nouvelles avec les installations maintenues au présent marché. Le titulaire peut être tenu responsable des dysfonctionnements frappant les installations nouvelles, suite à toute action (directe ou indirecte) ou manipulation de sa part intervenue sans accord préalable du constructeur/installateur ou du responsable d'exploitation. Le cas échéant, le titulaire doit mettre en place toute action visant à pallier ceux-ci dans les meilleurs délais, à ses frais.

Reprise des installations

A la demande de l'organisme, le titulaire pourra être amené à assurer la maintenance de ces installations, sous réserve qu'aucun autre contrat de maintenance ou qu'aucune garantie ne soit souscrit auprès d'une autre entreprise pour celles ci. Des modifications de contrat au présent marché pourront être signés à cet effet.

1.8 – Garantie des prestations

Les prestations, pièces et composants sont garantis dans les conditions de l'article 5.7 du CCAP.
--

1.9 – Engagement de service du titulaire – Obligation de résultat

Le titulaire s'engage également sur la satisfaction des occupants des sites et le respect des conditions de travail en milieu occupé.

Dans le cadre des prestations, l'obligation de résultat prévoit le maintien, par le titulaire, d'un niveau optimal et permanent de performance, de fiabilité et de sécurité de toutes les installations des organismes. Le titulaire garantit notamment à l'organisme :

- La continuité de service des installations objets du présent marché.
- Le respect de leurs conditions de fonctionnement en accord avec les spécifications techniques des constructeurs.
- Les performances optimales de fonctionnement des installations.
- La fiabilité des installations.
- Le maintien en conformité des installations avec les réglementations applicables et les règles de l'art.
- La livraison et l'installation des composants de remplacement en parfait état de fonctionnement.
- La recherche permanente de l'amélioration des résultats d'exploitation des installations, au moindre coût.
- L'assistance et le conseil technique à l'organisme.

S'agissant de la recherche permanente de l'amélioration des résultats d'exploitation au moindre coût, cet engagement de service assuré par le titulaire et l'obligation de résultat s'inscrivent dans le cadre l'intégration progressive des modalités de la loi ELAN et du décret dit « Tertiaire » (article 175). Le titulaire propose ainsi toute solution permettant de réaliser des économies substantielles d'énergie, chaque organisme restant décisionnaire et arbitrant sur la base de ces préconisations. Par exemple, suite à des mesures d'économie ayant un impact sur la gestion d'un système de chauffage sur un site, une température ressentie jugée trop basse pourra faire l'objet d'un réajustement à la demande expresse de l'organisme.

1.10 – Obligation professionnelle de conseil et d'information

Conseil à l'organisme

La prestation est exécutée par tous moyens, à charge du titulaire. Elle porte sur tout ou partie des installations et sur l'évolution des obligations incombant à l'organisme. Le titulaire répond aux questions de l'organisme, dans un délai maximal de 5 jours ouvrés à compter de la date de réception de la demande (celle-ci étant établie par tout moyen permettant d'en établir la date de façon certaine).

Cette prestation ne constitue pas une prestation de veille réglementaire avec mise à disposition d'un ou plusieurs outils.

Information des responsables d'exploitation

Pendant ses interventions, le titulaire informe les agents des sites et répond à toutes leurs questions sur le fonctionnement des installations ou l'exécution des prestations.

ARTICLE 2 – RECENSEMENT INDICATIF DES INSTALLATIONS COMPRISES DANS LES MARCHES

Chaque organisme aménage à ses frais les installations destinées à l'exécution des prestations (mise à disposition). Ces aménagements doivent être terminés avant tout commencement d'exécution du marché. Dans le cas contraire, la prolongation du délai d'exécution des prestations est de droit pour le titulaire.

Les tableaux suivants constituent un recensement indicatif des installations comprises dans le périmètre du marché et les types de prestations souscrites par site et par type d'installation, afin de permettre aux candidats d'établir le contenu de leur offre. Le recensement définitif des installations sera contractualisé à l'issue des états des lieux initiaux tels que prévus à l'article 1.4 du présent document. La mention « NC » signifie « non compris dans le contrat » ou « non concerné ».

2.1 – URSSAF Normandie (lot n°1)

Site de Saint-Lô					
Installations	Conduite d'installation	Maintenance préventive	Maintenance corrective	Mises conformités en	Appoints fluides en
Chauffage	Oui	Oui (1 fois / an pour l'ensemble des installations, sauf traitement d'air)	Oui	Oui	Oui (eau)
ECS/EFS	Oui		Oui	Oui	Oui (eau)
Plomberie Sanitaires /	Oui		Oui	Oui	NC
Traitement d'air	NC		NC	NC	NC
Climatisations	Oui		Oui	Oui	Oui

Site de Caen Isigny					
Installations	Conduite d'installation	Maintenance préventive	Maintenance corrective	Mises conformités en	Appoints fluides en
Chauffage	Oui	Oui (1 fois / an pour l'ensemble des installations sauf traitement d'air)	Oui	Oui	Oui (eau)
ECS/EFS	Oui		Oui	Oui	Oui (eau)
Plomberie Sanitaires /	Oui		Oui	Oui	NC
Traitement d'air	NC		NC	NC	NC
Climatisations	Oui		Oui	Oui	Oui

Site d'Alençon					
Installations	Conduite d'installation	Maintenance préventive	Maintenance corrective	Mises en conformité	Appoints en fluides
Chauffage	Oui	Oui (1 fois / an pour l'ensemble des installations)	Oui	Oui	Oui (eau)
ECS/EFS	Oui		Oui	Oui	Oui (eau)
Plomberie Sanitaires /	Oui		Oui	Oui	NC
Traitement d'air	Oui		Oui	Oui	NC
Climatisations	Oui		Oui	Oui	Oui

Site de Dieppe ⁽¹⁾					
Installations	Conduite d'installation	Maintenance préventive	Maintenance corrective	Mises en conformité	Appoints en fluides
Chauffage	NC	Oui (1 fois / an pour l'ensemble des installations de climatisation)	NC	NC	NC
ECS/EFS	NC		NC	NC	NC
Plomberie Sanitaires /	NC		NC	NC	NC
Traitement d'air	NC		NC	NC	NC
Climatisations	Oui		Oui	Oui	Oui

¹Un déménagement de locaux est prévu pour le site de Dieppe, la date prévisionnelle est actuellement définie au 26/06/2026 (celle-ci peut faire l'objet d'une évolution). Une modification du contrat par voie d'avenant sera établie en cours d'exécution, conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Site d'Evreux					
Installations	Conduite d'installation	Maintenance préventive	Maintenance corrective	Mises en conformité	Appoints en fluides
Chauffage	Oui	Oui (1 fois / an pour l'ensemble des installations sauf CTA)	Oui	Oui	Oui (eau)
ECS/EFS	Oui		Oui	Oui	NC
Plomberie Sanitaires /	Oui		Oui	Oui	NC
Traitement d'air	Oui ²		Oui	Oui	NC
Climatisations	Oui		Oui	Oui	Oui

²La centrale de traitement d'air est pour le moment à l'arrêt sur le site d'Evreux et ne sera donc pas à maintenir.

Site du Havre					
Installations	Conduite d'installation	Maintenance préventive	Maintenance corrective	Mises en conformité	Appoints en fluides
Chauffage	NC	Oui (1 fois / an pour l'ensemble des installations, sauf Chauffage et traitement d'air)	NC	NC	NC
ECS/EFS	Oui		Oui	Oui	Oui
Plomberie Sanitaires /	Oui		Oui	Oui	Oui
Traitement d'air	NC		NC	NC	NC
Climatisations	Oui		Oui	Oui	Oui

Site de Rouen					
Installations	Conduite d'installation	Maintenance préventive	Maintenance corrective	Mises en conformité	Appoints en fluides
Chauffage	Oui	Oui (1 fois / an pour l'ensemble des installations)	Oui	Oui	Oui (eau)
ECS/EFS	Oui		Oui	Oui	NC
Plomberie Sanitaires /	Oui		Oui	Oui	NC
Traitement d'air	Oui		Oui	Oui	NC
Climatisations	Oui		Oui	Oui	Oui

Chauffage	<p>Chaudière De Dietrich GTUC335 à condensation puissance 115 Kw Brûleur CUENOD NC12GX207</p> <p>Pompes GRUNDFOSS thermorégulées Vase d'expansion 10 litres "Varem" Disconnecteur d'appoint d'eau Socla CW602NOR 70 Radiateurs muraux 1 Armoire électrique de commandes 10 Soupapes de sécurité</p>
------------------	--

Plomberie, ECS/EFS	<p>Cour extérieure : 1 robinet de puisage</p> <p>RDC Compteur d'eau local pré chaufferie</p> <p>1 cafétéria comprenant 1 évier, 1 mitigeur ECS EFS, un siphon, 1 ballon d'eau chaude (15l), un siphon groupe sécurité</p> <p>Atelier de façonnage : 1 évier un robinet mélangeur ECS EFS une douchette 1 siphon, un ballon d'eau chaude (15 litres) un siphon groupe sécurité</p> <p>1ER ETAGE 1 bloc WC, 1 urinoir, un lavabo, un robinet eau froide, un siphon</p> <p>informatique : un lavabo un mélangeur ECS EFS un siphon</p> <p>2EME ETAGE 2 blocs WC 1 urinoir, 1 robinet presto, 1 siphon, 1 lavabo, 1 robinet mitigeur ECS EFS, 2 robinets de puisage ECS EFS, 1 siphon</p> <p>3EME ETAGE 3 blocs WC, 1 lavabo, 1 mitigeur ECS EFS 1 siphon, robinets de puisages ECS EFS</p> <p>4EME ETAGE Cafétéria CA : 1 évier, 1 mélangeur ECS EFS, 1 siphon, 1 pompe de relevage, 1 lave-vaisselle</p> <p>Cafétéria du personnel : 1 évier double bac, 1 robinet mitigeur ECS EFS 1 siphon, 1 ballon d'eau chaude 1 siphon groupe sécurité</p>
---------------------------	--

Climatisation	<p>2 Climatiseurs DAIKIN comprenant chacun une cassette plafonnière intérieure et 1 groupe extérieur DAIKIN RR 71 BW fluide frigorigène R410A</p>
----------------------	--

Site de Caen Isigny

Chauffage	<p>1 chaudière gaz De Dietrich modèle GT336 avec bruleur de Dietrich</p> <p>1 chaudière gaz à condensation Guillot Varmax 180 Vase d'expansion 400 litres</p> <p>2 pompes de circulation sud + nord Grundfos Magna1D40-80</p> <p>1 pompe circulation espace déjeuner Grundfos Magna 1D32-60</p> <p>1 pot à bout magnétique avec tamis</p> <p>1 armoire électrique</p> <p>Radiateurs : 170 pièces dans tout le bâtiment</p>
Plomberie, ECS/EFS	<p>WC Femmes : 2 par niveau soit 8 au total WC Hommes : 1 WC par niveau + 1 urinoir soit 4 au total</p> <p>Sanitaires femmes : 2 vasques par niveau avec mitigeur soit 8 au total</p> <p>Sanitaire Hommes : 1 lavabo avec mitigeur par niveau soit 4 au total</p> <p>Espace Déjeuner : RDC 2 éviers 2 fois 2 bacs avec robinets eau chaude eau froide + ballon eau chaude de 200 litres</p> <p>Cuisine 2ème étage : 1 évier, 1 bac avec mitigeur et ballon eau chaude 15 litres</p> <p>Chaufferie : Ballon eau chaude 200 litres</p> <p>Garage : 1 point eau froide</p> <p>1 point eau par niveau de circulation soit 4 au total</p> <p>1 vide sanitaire avec les arrivées et évacuations du bâtiment</p>
Climatisation	<p>Type de climatiseur 1 : Marque : DAIKIN RXB50CV1B Air ou eau : AIR Gaz : R410A Puissance frigorifique KW : 6.2 KW</p> <p>Type de climatiseur 2 : Marque : DAIKIN FFQ35B8V1B Air ou eau : AIR Gaz : R410A Puissance frigorifique KW : 3.4 KW</p> <p>Ensembles de filtration, cassettes 1 UI / UE</p>

Site d'Alençon

Chauffage	1 Chaudière CHAPPEE EDENA PRIME 14 1 pompe SALMSON SXM65-35 1 pompe WILO TOP 530/10 2 pompes SALMSON SXM 32/35 1 régulation SIEMENS SYNCO 700 1 vase d'expansion 1 armoire électrique chaufferie 110 radiateurs 1 bouteille de mélange 1 disconnecteur contrôlable de type BA WATTS BA 009
Plomberie, ECS/EFS	RDC 7 toilettes 8 lavabos 10 robinets 1 urinoir + 1 poussoir 1 ballon eau chaude CHAFFOTAUX 1er étage 5 toilettes + 1 urinoir + 1 poussoir 5 lavabos 8 robinets 25 éviers 1 fontaine a eau 1 ballon eau chaude CHAFFOTAUX
Traitement d'air	2 centrales de traitement d'air CIAT AIR TOP 50 1 centrale double flux CIAT CDFP N°10 1 caisson d'extraction ALDES CVEC2500 1 armoire électrique local de ventilation
Climatisation	Système TOSHIBA RAV 264 KPE – Fluide frigorigène : R407C 1 groupe extérieur 1 unité intérieure

Site de Dieppe

Climatisation

Marque : DAIKIN

Unité intérieure : FTXS60GV1B

Unité extérieure : RXS60L2V1B n° série J025788

Pour l'ensemble l'appareil développe une puissance entre 4 et 5 KWH (charge normale de l'équipement 1,5 kg)

Climatiseurs autonomes : non

Pas d'humidificateurs

Régulation avec micro processeur : oui

Ensemble de filtration : oui (deux filtres sur l'unité intérieure)

Site d'Evreux

Chauffage

1 chaudière à haut rendement DE DIETTRICH Type GT305 - 108KW

1 chaudière à condenseur DE DIETTRICH Type GT305C - 108KW

Brûleurs gaz CUENOD TYPE c30

1 pompe simple SALMON CXL 70-32

1 pompe double SALMON DCX 40-80

2 pompes doubles SALMON Type DCX 40-40

Vase d'expansion 100/0,5

1 armoire électrique

Présence de radiants

1 vanne 3 voies KIEBACK & PETER RB20 / MC 200 Y

1 vanne 3 voies KIEBACK & PETER RB32 / MC 200 Y

1 vanne de coupure extérieur sous coffret

1 vanne électromagnétique asservie à la détection gaz

Soupapes de sécurité 1/2 "

1 soupape différentielle

1 pot d'introduction

1 pot à boues

1 disconnecteur hydraulique

1 pressostat manque d'eau réutilisé

Système de neutralisation des condensats

Plomberie ECS/EFS

Extérieur :

Un robinet avec son évacuation dans le local courrier

6 robinets de jardin

Compteur d'eau dans regard près de la barrière côté accueil

1 pompe de relevage pour les sanitaires côté parking accueil

	<p>RDC :</p> <p>Arrivée d'eau et vanne d'arrêt générale dans le local côté garage</p> <p>Local ménage côté garage : un évier mitigeur avec son évacuation</p> <p>Sanitaire côté garage : 2 WC, 2 douches mitigeur et 2 lavabos mitigeur avec leurs évacuations.</p> <p>Infirmierie : Un évier mitigeur avec son évacuation et un ballon d'eau chaude électrique de 200 l avec un siphon et groupe de sécurité.</p> <p>Un ballon d'eau chaude électrique de 300l avec un siphon et groupe de sécurité en face l'infirmierie dans un local dédié.</p> <p>Un ballon d'eau chaude électrique de 300l avec un siphon et groupe de sécurité près de la badgeuse dans un local dédié.</p> <p>Réfectoire : Un évier mitigeur double bac, un robinet pour la machine à laver, un robinet pour le lave-vaisselle avec leurs évacuations.</p> <p>Un robinet en attente dans la salle de pause</p> <p>Sanitaire homme proche de la badgeuse : 2 WC et 2 lavabos mitigeur avec leurs évacuations.</p> <p>Sanitaire femme : 2 WC et 2 lavabos mitigeur avec leurs évacuations.</p> <p>Sanitaire accueil : 1 WC et 1 lavabo mitigeur avec leurs évacuations</p> <p>ETAGE :</p> <p>Sanitaire homme côté inspecteurs : 1 WC et 1 lavabo mitigeur avec leurs évacuations</p> <p>Sanitaire femme côté inspecteurs : 2 WC et 1 lavabo mitigeur avec leurs évacuations</p> <p>Sanitaire homme côté direction : 1 WC et 1 lavabo mitigeur avec leurs évacuations</p> <p>Sanitaire Femme côté direction : 1 WC et 2 lavabos mitigeur avec leurs évacuations + un évier avec mitigeur + un ballon d'eau chaude électrique de 50l avec un siphon et groupe de sécurité.</p> <p>Local chaufferie : une arrivée d'eau + un robinet.</p>
--	--

Traitement d'air ³	<p>5 Centrales de traitement d'air (CTA) de marque CIAT</p> <p>90 bouches d'extraction</p> <p>4 Armoires électriques + régulation</p> <p>Extraction local cuisine</p> <p>Extraction local imprimerie</p>
--------------------------------------	---

³ actuellement à l'arrêt

Climatisation	<p>Système (Salle serveurs)</p> <p>1 climatiseur plafonnier DAIKIN INVERTER Type FTX571GV1B</p>
----------------------	--

Site du Havre

Plomberie ECS/EFS

8 toilettes + 4 PMR
6 lavabos de toilettes
1 évier (cafétéria)
3 cumulus (2 toilettes + 1 local ménage)
1 évier local ménage

Climatisation

Salle Serveurs :

Climatiseur 1
Marque : FUJITSU Atlantic modèle ASYG12LMCE
N° série E211134
Gaz R410A
Puissance 3,4 KW

Climatiseur 2
Marque : FUJITSU Atlantic modèle ASYG12LMCE
N° série E211174
Gaz R410A
Puissance 3,4 KW

Terrasse R+7

Air conditionner (salle serveurs)
Marque : FUJITSU Atlantic modèle AOYG12LMCE
N° série E121524
Gaz R410A
Puissance 3,4 KW

Air conditionner (salle serveurs)
Marque : FUJITSU Atlantic modèle AOYG12LMCE
N° série E121245
Gaz R410A
Puissance 3,4 KW

Air conditionner (salle réunions)
Marque : FUJITSU Atlantic modèle JY040LCLBH
N° série R000668
Gaz R410A
Puissance 3,4 KW

Salles de réunions

Climatiseur 1
Marque : FUJITSU Atlantic modèle UTG-UFYE-W
N° série R059464

	Climatiseur 2 Marque : FUJITSU Atlantic modèle ASYG12LMCE N° série R061716 Climatiseur 3 Marque : FUJITSU Atlantic modèle UTG-UFUE-W N° série R059481
--	--

Site de Rouen

Chauffage	1 Chaudière WIESSMAN Modèle : CH VITOCROSSAL Bruleurs WEISHAUP Type WG40N/1-A Circuit nord est : 1pompe double SALMSON à débit variable DXE 65-50 Circuit sud ouest : 1pompe double SALMSON à débit variable DXE 50-50 2 pompes GRUNDFOSS UPS25-55 Régulateur type KS 40-108 1 vanne de régulation 3 voies SQL33 1 vase d'expansion de 150 L 1 armoire électrique 90 radiateurs avec robinet thermostatique 1 disconnecteur 1 désemboueur permanent GULDAGIL CG15 équipé d'une filtration et d'un capteur magnétique
------------------	---

Plomberie ECS/EFS	Extérieur : 3 robinets Sous sol 1 robinet RDC : 4 lavabos+ 4 mitigeur 2 urinoirs + 2 poussoirs PMR : 2 lavabos + 2 mitigeurs + 2 WC 5 WC Local ménage 1 lavabo + 1 mitigeur 2 robinets de fontaine à eau 1er étage 4 lavabos + 4 mitigeurs 2 urinoirs + 2 poussoirs PMR : 2 lavabos + 2 mitigeurs + 2 WC 5 WC Local ménage 1 lavabo + 1 mitigeur 2 robinets de fontaine à eau 1 évier + 1 mitigeur 1 adoucisseur d'eau ariston 2ème étage 4 lavabos + 4 mitigeurs 2 urinoirs + 2 poussoirs
--------------------------	---

	<p>PMR : 2 lavabos + 2 mitigeurs + 2 WC 5 WC</p> <p>Local ménage 1 lavabo + 1 mitigeur 1 robinet de fontaine à eau 2 douches + 2 mitigeurs</p> <p>3ème étage 4 lavabos + 4 mitigeurs 2 urinoirs + 2 poussoirs PMR : 2 lavabos + 2 mitigeurs + 2 WC 5 WC</p> <p>Local ménage 1 lavabo + 1 mitigeur 1 robinet de fontaine à eau</p> <p>4ème étage 4 lavabos + 4 mitigeurs 2 urinoirs + 2 poussoirs PMR : 2 lavabos + 2 mitigeurs + 2 WC 4 WC</p> <p>Local ménage 1 lavabo + 1 mitigeur 1 robinet de fontaine à eau</p>
--	--

<p>Climatisation et traitement d'air*</p> <p>(système de climatisation réversible assurant les deux fonctions)</p>	<p>Groupe clim 1 Marque : DAIKIN Réf : RXF35C5VBP997719MT0 Fluide R32 Puissance 3,4 KW</p> <p>Groupe clim 2 Marque : DAIKIN Réf 66677 Fluide R410A Puissance 14 KW</p> <p>Groupe clim 3 Marque : DAIKIN Réf 578999 Fluide R410A Puissance 14 KW 2 climatiseurs salle serveurs RDC 1 climatiseur Daikin filière TI RDC 1 climatiseur Daikin accueil RDC 1 climatiseur Daikin salle CA 1er étage 1 climatiseur cafétéria 1er étage 1 climatiseur salle visio 2ème étage 1 climatiseur onduleur Sous sol</p>
---	---

2.2– URSSAF Centre-Val de Loire (sites de Chartres, Olivet, et Blois), CAF du Loir-et-Cher et CPAM du Loir-et-Cher (lot n°2)

URSSAF Site de Chartres					
Installations	Conduite d'installation	Maintenance préventive	Maintenance corrective	Mises en conformité	Appoints en fluides
Chauffage	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui (eau)
ECS/EFS	Oui	1 VISITE TRIMESTRIELLE POUR LA MAINTENANCE CTA avec remplacement des filtres si nécessaire (filtres à la charge du prestataire)	Oui	Oui	Oui (eau)
Plomberie Sanitaires /	NC		Oui	Oui	NC
Traitement d'air	Oui		Oui	Oui	Oui
Climatisations	Oui		Oui	Oui	Oui
		1 entretien complet annuel pour la CTA			
		1 visite semestrielle pour le contrôle de l'étanchéité du groupe VRV			
		1 entretien complet annuel du VRV			
		1 entretien complet annuel des cassettes			
		1 nettoyage annuel des 108 bouches de soufflage d'aspiration liées à la CTA			

URSSAF Site d'Olivet					
Installations	Conduite d'installation	Maintenance préventive	Maintenance corrective	Mises en conformité	Appoints en fluides
Chauffage	Oui	Voir détail ci-dessous	Oui	Oui	Oui
ECS/EFS	Oui		Oui	Oui	Oui
Plomberie Sanitaires /	Oui		Oui	Oui	Oui
Traitement d'air	Oui		Oui	Oui	Oui
Climatisations	Oui		Oui	Oui	Oui

Prestation et périodicité de la maintenance préventive des installations de plomberie – site d'Olivet

		JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPT.	OCTOBRE	NOV.	DEC.
Plomberie	Contrôle visuel d'absence de fuite sur les arrivées principales d'eau (bâtiment et système d'arrosage automatique), et réparation si besoin									X			
	Contrôle visuel d'absence de fuites et purge de tous les radiateurs, et réparation/vidange si besoin (RDC + 1er étage + 2ème étage + sanitaires)									X			
	Contrôle visuel d'absence de fuites et purge de tous les radiateurs à panneaux rayonnants, et réparation/vidange si besoin (réfectoire + salles d'archives + local fournitures)									X			
	Contrôle et entretien du chauffe-eau du réseau secondaire de chauffage									X			
	Contrôle et entretien des chauffe-eau dans les bureaux des médecins									X			
	Contrôle et entretien du chauffe-eau du réfectoire									X			
	Contrôle et entretien du régulateur de pression d'eau									X			
	Vérification de bon fonctionnement du système de récupération d'eau				X					X			

Prestation et périodicité de la maintenance préventive du système de climatisation, de ventilation et de chauffage – site d'Olivet

		JANVIER	FÉVRIER	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPT.	OCTOBRE	NOV.	DEC.
Circulateurs et pompes	Vérification de bon fonctionnement				X						X		
	Contrôle visuel d'absence de fuites				X						X		
	Permutation des circulateurs	Automatique ou à chaque visite											
	Vérification des presse-étoupes ou garnitures, réfection si nécessaire				X						X		
	Contrôle des pressions aspiration et refoulement				X						X		

Régulations	Essais de tous les servo-moteurs				X						X		
	Contrôle d'étanchéité des vannes				X						X		
	Contrôle d'étalonnage des sondes, réglage éventuel				X						X		
	Essais des sécurités	X			X			X			X		
	Contrôle des températures en fonction de la loi déterminée	X			X			X			X		
	Contrôle d'étalonnage des thermostats, pressostats				X						X		
	Contrôle de bon fonctionnement des compteurs				X						X		
	Mise à l'heure des horloges	X			X			X			X		

Groupe de production d'eau glacée réversible	Contrôle régulation eau glacée	X			X			X			X		
	Contrôle pression de sécurité HP-BP	X			X			X			X		
	Contrôle température d'eau glacée, entrée et sortie	X			X			X			X		
	Contrôle température d'eau du condenseur, entrée et sortie	X			X			X			X		
	Contrôle niveau d'huile et mise à niveau si besoin	X			X			X			X		

Groupe de production d'eau glacée réversible (suite)	Charge fréon	X			X			X			X		
	Contrôle voyants "marche-arrêt"	X			X			X			X		
	Recherche de fuites	X			X			X			X		
	Vérification d'acidité d'huile	X			X			X			X		
	Vérification de l'état anhybride du circuit frigorigène	X			X			X			X		
	Contrôle alignement moteur	X			X			X			X		
	Resserage boulonnerie	X			X			X			X		
	Contrôle des appareils d'automatisme et de sécurité	X			X			X			X		
	Contrôle du shunt de sécurité huile	X			X			X			X		
	Contrôle de sécurité pompe à huile	X			X			X			X		
	Echange des filtres à huile	X			X			X			X		
	Contrôle de la qualité de l'eau glacée et aéroréfrigérant	X			X			X			X		
	Appoint d'huile et fréon, vidange	X			X			X			X		
	Vérification générale de la mécanique	X			X			X			X		
	Vérification générale des sécurités, asservissement, signalisation...	X			X			X			X		
	Nettoyage et détartrage des batteries condenseurs et évaporateurs	X			X			X			X		
	Vérification des moteurs	X			X			X			X		
	Contrôle électrique	X			X			X			X		
	Inversion fonctionnement été/hiver												suivant besoin

Unités intérieures K7 et gainable réversible	Vérification du bon fonctionnement de l'installation sur l'Aquasmart, et intervention si nécessaire	A chaque visite											
	Dépose et nettoyage des filtres	X						X			X		
	Remplacement des filtres				X								
	Nettoyage et dépoissierage de l'évaporateur	X			X			X			X		
	Contrôle et essai des organes de commande et de régulation	X			X			X			X		
	Contrôle et nettoyage de l'évacuation des condensats	X			X			X			X		
	Contrôle des résistances	X			X			X			X		

Caisson de soufflage et centrale double flux	Vérification des courroies, remplacement si nécessaire	X			X			X			X		
	Graissage des paliers et roulements	X			X			X			X		
	Contrôle batterie électrique, régulation et sécurité	X			X			X			X		
	Nettoyage de la batterie	X			X			X			X		
	Nettoyage de l'échangeur (caisson double flux)	X			X			X			X		
	Nettoyage des filtres	X			X			X			X		
	Remplacement des filtres garantissant la purification de l'air												
	Contrôle des débits d'air	X			X			X			X		
	Nettoyage des aubes	X			X			X			X		
	Vérification des connexions électriques et resserage	X			X			X			X		
	Contrôle de l'intensité des moteurs	X			X			X			X		

Ventilateurs d'extraction	Vérification des courroies, remplacement si nécessaire				X					X				
	Graissage des paliers et roulements				X					X				
	Contrôle des débits d'air				X					X				
	Nettoyage des aubes				X					X				
	Vérification des connexions électriques et resserage				X					X				
	Contrôle de l'intensité des moteurs				X					X				
Rideaux d'air chaud	Nettoyage des grilles de soufflage									X				
	Nettoyage des grilles de reprise									X				
	Contrôle des intensités de fonctionnement de chaque résistance									X				
	Contrôle de la vitesse de ventilation									X				
	Contrôle serrage connexion									X				

DETERMINATION DU MATERIEL COUVERT PAR LE PRESENT CONTRAT		ANNEXE 2					ANNEXE 3											
		DESCRIPTION DU MATERIEL					PLANIFICATION ET DETERMINATION DES VISITES SYSTEMATIQUES											
Determination de l'appareil	CODE	Nbre	Type	Marque	LIEU	REPÈRE	Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
RAFRAICHISSEMENT - CLIMATISATION																		
POMPE A CHALEUR	PAC	1	30RQ-050R-0049	CARRIER	TERRASSE	-	X			X			X			X		

URSSAF Site de Blois					
Installations	Conduite d'installation	Maintenance préventive	Maintenance corrective	Mises en conformités	Appoints en fluides
Chauffage	NC	Oui (1 fois / an exclusivement pour les climatisations)	NC	NC	NC
ECS/EFS	NC		NC	NC	NC
Plomberie / Sanitaires	NC		NC	NC	NC
Traitement d'air	NC		NC	NC	NC
Climatisations	Oui		Oui	Oui	Oui

CPAM Loir-et-Cher Sites de Blois, Romorantin et Vendôme					
Installations	Conduite d'installation	Maintenance préventive	Maintenance corrective	Mises en conformités	Appoints en fluides
Chauffage	NC	Oui (1 fois / an exclusivement pour les climatisations)	NC	NC	NC
ECS/EFS	NC		NC	NC	NC
Plomberie / Sanitaires	NC		NC	NC	NC
Traitement d'air	NC		NC	NC	NC
Climatisations	Oui		Oui	Oui	Oui

CAF du Loir-et-Cher Site de Blois

Installations	Conduite d'installation	Maintenance préventive	Maintenance corrective	Mises en conformité	Appoints en fluides
Chauffage	NC	Oui (1 fois / an exclusivement pour les climatisations)	NC	NC	NC
ECS/EFS	NC		NC	NC	NC
Plomberie Sanitaires /	NC		NC	NC	NC
Traitement d'air	NC		NC	NC	NC
Climatisations	Oui		Oui	Oui	Oui

Site de Chartres (URSSAF)

Chauffage	<p>1 chaudière de marque VIESSMANN. Type : Vitocrossal200. Modèle CM2. N° de série : 7247422 400131104. Puissance : 43 - 130. Date de mise en service : 23/09/2014.</p> <p>1 chaudière de marque VIESSMANN. Type : Vitotronic 100. Modèle GC1B. N° de série : 7498901 403605109. Puissance : NR. Date de mise en service : 23/09/2014.</p> <p>1 cheminée POUJOULAT Condensor CD1 pompe SALMSON Priux D 32-55 1 vase d'expansion GITRAL MB 250 1 poste de comptage gaz ITRON ACD-G10 Electrovanne gaz + boîtier anti-microcoupure SECTORELM16/RM 230VCA 1 neutraliseur de condensats VIESSMANN 7441823 1 armoire électrique</p> <p>Filtre à boue remplacé à la mi-2022 par un filtre désemboueur (nettoyage complet du réseau de chauffage réalisé à la mi-2022.</p>
Plomberie, ECS/EFS	<p>14 cuvettes de WC dont 1 pour PMR, 6 urinoirs, 13 lavabos dont 1 d'angle et un lave-main, 24 robinets mélangeurs et mitigeurs dont 6 pour les urinoirs et 5 pour les vidoirs, 5 vidoirs muraux, 1 ballon d'eau chaude sanitaire de 30 litres 1 ballon d'eau chaude sanitaire de 100 litres 1 ballon d'eau chaude sanitaire de 200 litres 2 évier dont un en alu sur plan Top 1 antitartre électronique de marque CHAROT. Volume 134 litres. 1 siphon de sol.</p>
Traitement d'air	<p>1 Centrale de Traitement d'Air (CTA) WOLF 1 groupe de climatisation de type VRV 21 cassettes intérieures 108 bouches de soufflage et d'aspiration liées à la CTA</p>

	VMC : 2 caissons de ventilation simple flux ALDES type EASY VEC tertiaire taille 300 et 1500 (simple extraction) situées sur la terrasse du RDC et dans le local ventilation du R+2)
Climatisation	<p>Système DAIKIN 1 unité extérieure RXS50L2V1B. Premier étage en toiture terrasse 1 unité intérieure FLXS50BVMC. Premier étage en salle informatique Gaz : R410A Date de mise en service : 06/04/2017</p> <p>Groupe de climatisation extérieur MITSUBISHI DRV réversible type PUHY-P 400 YNW-a situé sur la terrasse du R+1 Cassettes intérieures du RDC PLFY -P15 VFM-E + PLFY-P25 VFM-E + PLFY-P20 VFM-E</p>

Site d'Olivet (URSSAF)

Chauffage Climatisation	<p>1 pompe à chaleur CARRIER 30RQ-050R-0049 située sur la terrasse du site</p> <p>1 gainage installé l'accueil en 2020 référence CARRIER 42BJ 1.6</p> <p>Les groupes de production (PAC) sont équipés d'un cordon chauffant qui serait à vérifier en début de saison de chauffe (cordon qui est là pour éviter que les groupes givrent en hiver)</p> <p>1 groupe de production d'eau glacée réversible CARRIER type 30RQ342 P. froid : 306kw / P. chaud : 336kw</p> <p>Circuit constant : 1 pompe double électronique SALMSON type DXE208-14/7.5</p> <p>Circuit régulé radiateur et panneau : 1 pompe double SALMSON type DXE40-40type DXE40-40 1 vanne 2 voies isolement inversion été/hiver SIEMENS 1 régulation 1 vanne 3 voies SIEMENS 1 servomoteur siemens Type SQS35 1 armoire de puissance et de commande</p> <p><u>Bureaux :</u> 63 unités intérieures cassettes batterie eau chaude et froide et résistance électrique CARRIER type 42GWE 004K Régulations 1 concentrateur CARRIER</p> <p><u>Réfectoire :</u> 5 panneaux rayonnants eau chaude type ZRS 8 tubes 1 bouche de ventilation 2 registres motorisés pilotés par une sonde d'ambiance et de qualité 1 batterie électrique d'appoint sur gaine 6kw 1 sonde de qualité d'air</p> <p><u>Archives et fournitures :</u> 4 panneaux rayonnants eau chaude type ZIP 4 tubes</p> <p><u>Accueil et entrée du personnel</u> 3 rideaux d'air chaud type RAC Finesse HF1500E</p> <p><u>Communs :</u></p>
------------------------------------	--

	<p>6 panneaux eau chaude REGGANE type 3000</p> <p>1^{er} étage <u>Bureaux</u> 57 unités intérieures cassettes batterie eau chaude et froide et résistance électrique CARRIER type 42GWE 004K Régulations 1 concentrateur CARRIER</p> <p><u>Salle serveur</u> 1 groupe extérieur HITACHI 1 unité intérieure cassette HIACHI 1 Cassette CARRIER 42NZE69FKH-AM</p> <p><u>Communs</u> 8 panneaux eau chaude REGGANE type 3000</p> <p>2^{ème} étage <u>Bureaux</u> 44 unités intérieures cassettes batterie eau chaude et froide et résistance électrique CARRIER type 42GWE 004K Régulations 1 concentrateur CARRIER</p> <p><u>Salle de réunion</u> 6 unités intérieures gainables batterie eau chaude et froide et résistance électrique CARRIER type 42 BJ 1.6 6 unités intérieures gainables batterie eau chaude et froide et résistance électrique CARRIER type 42 BJ 2.6 Régulations 1 concentrateur CARRIER</p> <p><u>Communs</u> 1 panneau eau chaude REGGANE type 3000</p>
Plomberie, ECS/EFS	<p>5 chauffe-eaux d'appoint installés dans les faux-plafonds de bureaux individuels au RDC 1 chauffe-eau installé dans le faux-plafond des sanitaires du RDC pour le réfectoire 35 radiateurs à eau (RDC 15 – 1^{er} étage 9 – 2^{ème} étage 11° 33 radiateurs à panneaux rayonnants (réfectoire 20 – salle d'archives RDC 4 – salle d'archives comptables 6 – local de fournitures 3) 1 régulateur de pression dans le local technique du RDC 1 chauffe-eau du réseau secondaire de chauffage installé au 3^{ème} étage</p>
Traitement d'air	<p>1 Centrale de Traitement d'Air double flux CARRIER type CC30/50 1 Batterie chaude / froide 1 vanne 3 voies 1 servomoteur Variateurs de vitesse 1 caisson d'extraction ALDES type Vekita+2000</p>

Attention : Une prestation d'assistance 24/24 (astreinte avec intervention 24h/24 – 7 j/7) pour les interventions de maintenance corrective est requise pour le site d'Olivet.

Climatisation

1 Système DAIKIN INVERTER (accueil URSSAF) – Fluide frigorigène : R410A

4 cassettes Type RAI-32QH1 HITACHI
1 groupe extérieur de type RAM 80 QH

Système FUJITSU (salle Salamandre) – Fluide frigorigène : R410A

1 climatiseur de type 42PHQ CARRIER avec télécommande
1 unité intérieure et une unité extérieure sur terrasse

Système CARRIER (salle serveurs) – Fluide frigorigène : R410A

2 climatiseurs de type SPLIT 42VMC 018 CARRIER

Système CARRIER (bureau Direction) – Fluide frigorigène : R410A

1 climatiseur SPLIT unité intérieure "HI-WALL" CARRIER 42PHQP R410A avec groupe extérieur de condensation et cassette plafonnière intérieure

1 Système HITACHI (salle Raboliot)

Groupe Inverter RAS-3HVRNS

Gainage RPI-3.0 FSN1E

Plénum de soufflage

Plénum de reprise

Télécommande filaire

Diffuseurs d'air :

1 diffuseur architectural ALDES type SF 784 y compris plénum insonorisé pour le soufflage et la reprise

1 diffuseur architectural marques ALDES type SF 784 y compris plénum insonorisé pour l'extraction repris sur les flexibles existants

Gainage isophoniques diamètre 200

Gainage spiralée galva diamètre 200

Climatisation PFS – RDC

2 unités intérieures plafonnières

Marque DAIKIN Type cassetteModèle : FFA35A9

1 unité extérieure

Marque DAIKIN Type : Multi-splitModèle : 3MXM68N9

Site de Blois (CAF du Loir-et-Cher)
Climatisation uniquement

Lieu	marque	type	n° série	nature du fréon	quantité de fréon	Puissance chaud en kw	Puissance froid en kw	Puissance absorbée en kw
Box 1-2-3-4	ATLANTIC	Multisplit (4ui) ASYG07LJCA ASYG07LJCA ASYG07LJCA ASYG07LJCA UE AOYG30LAT4	F016628 box 1 F016627 box 2 F016624 box 3 F016629 box 4 T009957	R410A	3,030 kg	9,6	8	2,4k
Box 5	Carrier	38GL07B-703EC40	01AMI06040	R22	0,470 kg	3	2	0,7
copieur + box 6	Carrier	38MC207A7D	0651E05665	R22	1,000 kg	6	4	1,4
Box 8	Carrier	38BC007G	3903Y00404	R410	0,810 kg	3	2	0,7
onduleur	Fujitsu	AOYG24LALA	R032096	R410	1,700 kg	8	7,1	2,2
Local serveur (à côté de l'ascenseur)	Carrier	38BE-14B	3303Y00045	R410	0,980 kg	5	4	1,4
Salle info	Carrier	38GL018G	03AP01846	R410	1,200 kg	6,3	5,2	1,7
Salle info	Carrier	38GL018G	03AP101850	R410	1,200 kg	6,3	5,2	1,7
Salle info	Ciat*	CL50A3X400Y	01059451/0014	R410	2,000 kg	0	14	4,35
2 ^{ème} Etage	HITACHI	Multi split (4ui) RAM 90 RAI 35 x3 RAI 25 x1		R410	2.700 kg	11	8,5	2,46
3 ^{ème} Etage	HITACHI	Multi split (6ui) RAM 72 x2 RAI 35 x5 RAI 50 x1		R410	2.700 kg	8,5	7	2,11
matériel supp selon plan VRV								
CAF		2 CASSETTE TAILLES 40						
ACCUEIL		2 CASSETTE TAILLES 50						
ACCUEIL URSSAF		1 CASSETTE TAILLE 50						

Sites de Blois, Romorantin et Vendôme (CPAM Loir-et-Cher)
Climatisation uniquement

BLOIS - 6 rue louis armand				
lieux	matériel	gaz	quantité gaz	Puissance kw
Salle informatique :	1 mono split LG UE: AUUW246DE N° 312KAXV00130	R410A	2kg	3,8kw
	1 mono split LG UU37WU02 N° 702MCEA063409200CC-70206340C703WF721000HR	R410A	2,8 KG	4,58 kw
SERVICE AAD	1 bi split DAIKIN UI : FCQ60 C N° série 2004317 UI : FCQ60 C N° série 2004314 UE : RZQS 125 DV1 N° série 4009328	r410a	3,7kg	13,5 kw

⁴ A titre informatif, un projet de remplacement à neuf d'équipement au service AAD est à l'étude.

BLOIS - 6 RUE ARMAND

lieux	matériel	gaz	quantité gaz	puissance kw
?? A PRECISER	UE : PUHY-P500YNWA1.TH N° SERIE 17P000245	R410A	23,3 KG	63kw
<u>BMS</u>	2 CASSETTES -TAILLE 50 repère 1 -PLFYP50VFME1 - SERIE 14M02322 repère 2 - PLFYP50VFME1 - SERIE 14M02327			
<u>CPAM1</u>	1 MURAL /SPLIT TAILLE 15 repère 6 - PKFYP15VLME -SERIE 16M03388			
<u>LIBRE SERVICE</u>	2 CASSETTES - TAILLE 50 repère 3 -PLFYP50VFME1 - SERIE 14M02407 repère 4 - PLFYP50VFME1 - SERIE 14M02417			
<u>RESP ADJ CLIENT</u>	1 CASSETTE - TAILLE 15 repère 5 -PLFYP15VFME1-SERIE 17M05267			
<u>CPAM2</u> <u>CPAM3</u>	1 GAINABLE - TRAILLE 20 REF PEFYM20VMAA - SERIE 1B00393			
<u>CPAM4</u> <u>CPAM5</u> <u>CPAM6</u> <u>CPAM7</u>	1 GAINABLE -TAILLE 50 REF PEFYM50VMAA - SERIE 1H03750			
<u>SOCIAL 1</u> <u>SOCIAL 2</u> <u>PARTAGE</u>	1 GAINABLE TAILLE 60 REF PEFYM63VMAA - SERIE 1H3035			
<u>MÉDICAL 1</u> <u>MÉDICAL 2</u> <u>MÉDICAL 3</u>	1 GAINABLE - TAILLE 60 REF PEFYM63VMAA - SERIE 1H03032			
<u>CPAM 8</u> <u>CPAM 9</u> <u>CPAM 10</u>	1 GAINABLE - TAILLE 50 REF PEFYM50VMAA - SERIE 1H03748			
<u>NUM</u>	3 CASSETTES - TAILLE 20 AUCUNES REFERENCES PRISE LORS DE L ENTR MAS 2023!!!! VOIR PLAN REPERE 7-8-9			

BLOIS - place coty - centre d'examen				
	1 mono split ATLANTIC MES LE 30/07/19 UE AOYG18LFC N° E140722 UI ASYG18LFC	R410A	1,2 kg	9,1kw

⁵ A titre informatif, un projet de déménagement du centre d'examen est à l'étude : ce site serait fermé et transféré dans le bâtiment principal de Blois à l'automne 2026

ROMORANTIN - Rue Monseigneur Couppé				
<u>Accueil :</u>	Matériel désolidarisé en nov 2015			
<u>Bureau:</u>	1 mono split cassette CARRIER UE : 38GL024G n° 12API09868 UI : 40KMC0247N n° 05AQ125869	R410A	1,450 Kg	8,28 kw
<u>Bureau:</u>	1 mono split cassette CARRIER UE : 38GL024G n° 12API09872 UI : 40KMC0247N n° 05AQ125872	R410A	1,450 Kg	8,28 kw
<u>Local informatique</u>	1 mono split mural ATLANTIC UE : AOYG09KMCC n° série E020144 UI : ASYG09KMCC n° série E047067	R32	0,600 Kg	2,8kw

VENDOME - 60 av. G Yvon				
	1 mono split DAIKIN UI : FTXS-25G 2V1B n° 254841 UE : RXS-25G 2V1B n° J008425	R410A	1kg	9 kw

2.3 – URSSAF Centre Val de Loire (sites de Châteauroux et Bourges) (lot n°3)

Site de Châteauroux					
Installations	Conduite d'installation	Maintenance préventive	Maintenance corrective	Mises en conformité	Appoints en fluides
Chauffage	Oui	Oui (1 fois / an pour l'ensemble des installations sauf plomberies, sanitaires)	Oui	Oui	Oui
ECS/EFS	Oui		Oui	Oui	Oui (eau)
Plomberie / Sanitaires	NC		Oui	Oui	NC
Traitement d'air	Oui		Oui	Oui	NC
Climatisations	Oui		Oui	Oui	Oui

Site de Bourges					
Installations	Conduite d'installation	Maintenance préventive	Maintenance corrective	Mises en conformité	Appoints en fluides
Chauffage	Oui	Oui (1 fois / an pour l'ensemble des installations sauf plomberies, sanitaires)	Oui	Oui	Oui
ECS/EFS	Oui		Oui	Oui	Oui
Plomberie / Sanitaires	NC		NC	NC	NC
Traitement d'air	Oui		Oui	Oui	NC
Climatisations	Oui		Oui	Oui	Oui

NB : réseau plomberie vétuste

Site de Châteauroux	
	1 pompe à chaleur DAIKIN VRV Chauffage rafraîchissement bureaux et parties communes (couloirs ...) DAIKIN VRV zone Est RXYQ14T, zone Nord REYQ10T, zone sud REYQ12T)

Chauffage et climatisation Système de pompe à chaleur assurant les deux fonctions	Climatisation local archives et stockage DAIKIN 2MXS50H3V1B Climatisation salle serveur puissance 4.2 W (installation en juillet 2016) 1 unité extérieure DAIKIN RXS42L 1 unité intérieure DAIKIN FTX542K Pompe de relevage et évacuation PVC des condensats Liaisons frigorifiques conservées Raccordement électrique avec modification protection 20A
Plomberie, ECS/EFS	3 ballons ATLANTIC de 15 L 1 ballon de 65 L (ajout d'une douche)
Traitement d'air	2 caissons en faux plafond. Sous réserve pour l'accès des filtres (remplacement des filtres des caissons deux fois par an). Détail de l'existant consultable sur place.

Site de Bourges

Chauffage et climatisation Système de pompe à chaleur assurant les deux fonctions	44 gainables (FXDQ) 5 tourelles d'extraction en toiture terrasse (RXYQ) 1 split réversible DAIKIN FTXS35GV1B avec télécommande filaire, relié au réseau (2017) DAIKIN 5MXS90 avec 2 gainables FBQ50D et télécommande filaire, reliés à groupe extérieur (côté parking aérien leclerc - 2016) 1 Split DAIKIN FTXM71N BLUEEVOLUTION relié à groupe extérieur (côté parking aérien Leclerc - 2020)
Plomberie, ECS/EFS	6 ballons ECS de 50 L Sanitaires et évacuations
Traitement d'air	1 CTA Double flux SYSTEMAIR TR09 L CAV Topvex (installation novembre 2020) 1 Tourelles extraction DRH 315/30-6 Gaines et bouches de ventilation des locaux bureaux et sanitaires

ARTICLE 3 – DETAIL DES PRESTATIONS ET DES GAMMES DE MAINTENANCES

Toutes les prestations sont exécutées dans le respect des règles de l'art, des normes et de la réglementation propre à son objet.

3.1 – Prestations de conduite, réglages et entretien courant

Ces prestations comprennent le contrôle régulier du bon fonctionnement des installations concernées afin d'en assurer le meilleur rendement, dans des conditions d'utilisation propices à assurer la sécurité des occupants des bâtiments.

Le titulaire effectue ces interventions à la demande des organismes, dans le cadre de l'obligation de résultat et du prix forfaitaire défini à l'acte d'engagement et de l'obligation de résultat définie à l'article 1.1 du présent document, sans surcoût pour les organismes.

Elles comprennent notamment les actions suivantes (liste non exhaustive) :

Installations de chauffage et d'eau chaude non sanitaire

Conduite, suivi et entretien courant :

- Mises en route et arrêts en début, pendant et fin de période de chauffe, à la demande de l'organisme, dans le cadre d'un délai de 2 jours ouvrés maximum.
- Surveillance des paramètres de conduite (contrôles de température de départ et retour en chaufferie, contrôles de température dans les locaux chauffés, comptage) et les réajustements nécessaires des points de consigne des régulateurs.
- Mise à l'heure des horloges et réglage des plages de fonctionnement.
- Opérations de service des installations (purgés d'air et appoints d'eau ponctuels).
- Maintien de l'équilibre des installations et contrôle des systèmes de régulation automatique, le cas échéant.
- Etablissement et contrôle de la loi de correspondance automatique entre températures des fluides et température extérieure et corrections, si nécessaire.
- Relevés ponctuels des compteurs (compteurs horaires, d'eau d'appoint, d'énergie, y compris compteurs divisionnaires) et synthèse des consommations relevées par type dans le bilan annuel (cf. 3.5 du présent document).

Contrôle des températures : à compter de la notification du marché, chaque organisme notifie au titulaire :

- Les températures définies dans ses locaux chauffés. Ces températures doivent être adaptées à la réglementation en vigueur ; en dessous de ces températures, le titulaire et l'organisme définissent toutes les mesures utiles à prendre dans le cadre d'un plan de continuité de production des installations de chauffage. Les températures de l'air sont mesurées conformément à la réglementation en vigueur, au centre de la pièce à 1,5 m au dessus du sol.
- Un régime d'entretien, en cas d'inoccupation des locaux pendant plus de 48h, au cours duquel les températures intérieures permettent d'assurer la sécurité contre le gel des installations et leur maintien en bon état de fonctionnement.
- Le délai de passage du régime de repos des installations au régime normal de chauffe.
- La température en aval de production d'eau chaude sanitaire.

Réglages minimum pris en charge par le titulaire :

- Réglages de mise en cascade de générateurs.
- Réglages de la combustion des générateurs.
- Réglages des périodes de réduits.
- Réglages des appareils de sécurité.
- Réglages d'équilibrage des installations pour assurer la température souhaitée par l'organisme.
- Réglages relatifs aux régulations des circuits de chauffage.
- Réglages d'équilibrage en chaufferie et de la boucle d'eau chaude sanitaire.
- Réglages découlant d'analyses physico chimiques d'eau de chauffage (hors analyses bactériologiques) et traitements nécessaires.
- Réglages de la température d'eau chaude sanitaire.
- Tous réglages conformes à la réglementation, utiles au bon fonctionnement des installations et nécessaires au confort des usagers du site de l'organisme.

Installations de plomberie et sanitaires

Inspection des équipements comprenant notamment :

- Contrôle d'étanchéité
- Remplacement de joint usés ou défectueux standards.
- Contrôle de pression/débit.
- Vérification du bon fonctionnement.

Installations de traitement d'air

Conduite, suivi et entretien courant :

- Mise en route et l'arrêt à la demande de l'organisme dans le cadre d'un délai de 2 jours ouvrés maximum.
- Surveillance des paramètres de conduite et réajustements nécessaires.
- Réglage d'équilibrage des installations pour assurer les débits d'air souhaités par l'organisme.
- Nettoyage des filtres, remplacement une fois par an, le cas échéant.
- Nettoyage ponctuel des gaines, bouches et grilles de soufflage et d'aspiration.
- Nettoyage des caissons, (intérieur du caisson) et gaine de distribution.

Le nettoyage complet des réseaux aérauliques via procédés spécifiques pour la désinfection des gaines (ex : nébulisation de produits chimiques, bactéricides ou dépolluants, utilisation de robots type « Driller », de SAB à air comprimé) ne sont pas compris dans le contrat.

Toutefois, dans l'hypothèse où un organisme souhaiterait faire réaliser cette prestation, celle-ci serait intégrée au titre des interventions supplémentaires, telles que décrites à l'article 5.6 du CCAP (sur la base d'un devis gratuit).

Réglages minimaux à effectuer par le titulaire : tous réglages conformes à la réglementation, utiles au bon fonctionnement des installations et nécessaires au confort des usagers du site de l'organisme.

Installations de climatisation

Conduite, suivi et entretien courant :

- Nettoyage filtres, remplacement le cas échéant
- Nettoyage des condenseurs, bacs à condensats
- Vérification de l'étanchéité du circuit (la recharge de fluide interviendra uniquement par bon de commande)
- Vérification des raccordements électriques et frigorifiques
- Vérification des éventuelles sondes de températures présentes sur l'installation, essai alarme technique
- Mesures des pressions, de la température, et du débit d'air
- Fourniture des fiches sécurité relative aux fluides frigorigènes contenus dans les installations

Réglages minimaux à effectuer par le titulaire : tous réglages conformes à la réglementation, utiles au bon fonctionnement des installations et nécessaires au confort des usagers du site de l'organisme.

3.2 – Prestations de maintenance préventive (type P2)

Dispositions générales propres à la maintenance préventive de type P2

La maintenance préventive consiste à visiter le parc d'installations multi marques appartenant aux organismes, de façon à permettre leur utilisation dans de bonnes conditions de fonctionnement, d'entretien et de sécurité, par le biais d'interventions périodiques.

La prestation inclut également :

- Une information par le titulaire de l'organisme concernant la nécessité de remplacer un matériel définitivement inutilisable, dans un délai compatible avec la sécurité des personnes et le fonctionnement de l'organisme.
- La prise de toute mesure conservatoire par le titulaire et à ses frais, afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens en cas de dysfonctionnement grave d'une ou plusieurs installations.

Le titulaire effectue ces interventions dans le cadre de l'obligation de résultat et du prix forfaitaire défini à l'acte d'engagement et de l'obligation de résultat définie à l'article 1.1 du présent document, sans surcoût pour les organismes.

Le titulaire exécute les prestations en adéquation avec les composants de chaque installation et les spécifications techniques des constructeurs des matériels. Cette disposition interdit l'adjonction de composants d'occasion ou vétustes dont le titulaire disposerait dans son propre stock de matériel.

Les visites de maintenance préventive sont effectuées selon les fréquences indiquées aux tableaux de synthèse des articles 2.1 à 2.3 du présent document.

Afin de limiter les déplacements du personnel du titulaire, chaque intervention de maintenance préventive impliquera la visite de l'ensemble des installations de génie climatique propre au site (sauf demande express de l'organisme).

La visite du site de Blois rue Armand (partagés par l'URSSAF, la CAF et la CPAM) se fera aussi en une seule fois afin d'optimiser la prestation.

Constats de remise en état et actions subséquentes

Si le titulaire constate, au cours de la maintenance préventive, que tout ou partie de l'installation est défectueuse ou nécessite une remise en état (ex : obsolescence des matériels, non-conformité à la réglementation), il en informe l'organisme dans les meilleurs délais, par écrit.

Une intervention de maintenance corrective et/ou de mise en conformité pourra être déclenchée par un bon de commande notifié par l'organisme au titulaire, dans les conditions des articles 3.3 et 3.4 du présent document.

En cas de disjoncteur visitable, la maintenance est systématiquement effectuée par un personnel agréé. Si le disjoncteur est non visitable, le titulaire procède à son remplacement, dans la limite du forfait pièces et main d'œuvre tel que défini aux articles 3.3 et 3.4 du présent document.

Les actions suivantes peuvent également découler d'une visite de maintenance préventive et sont déployées à la demande de l'organisme, sans surcoût pour lui : elles sont comprises dans le prix forfaitaire du marché, indépendamment des fréquences identifiées aux articles 2.1 à 2.4 du présent document :

- Analyse de l'eau de chauffage.
- Analyse TH de l'eau chaude sanitaire (si les appareils de traitement existent avec l'installation).
- Prise de mesures conservatoires et/ou palliatives (y compris en cas de fuites).
- Fourniture et mise en place des produits de traitement de l'eau de chauffage et sanitaire (si l'installation le nécessite). Dans cette hypothèse, et conformément à la réglementation, le titulaire fournira les fiches techniques et les fiches de sécurité des produits utilisés dans le cadre des prestations.
- Tenue des documents réglementaires (livret de chaufferie, etc.), contractuels et des rapports d'intervention.

Durée des interventions de maintenance préventive

Ces interventions sont effectuées de manière à ne pas provoquer de gêne aux usagers des bâtiments ou conduire à des arrêts de service. En tout état de cause, la maintenance préventive ne doit pas conduire à l'interruption de fourniture d'eau de chauffage ou d'eau chaude sanitaire pendant les périodes d'occupation des locaux de l'organisme, sauf accord écrit préalable de ce dernier.

Remise de rapports de maintenance préventive

Chaque visite fait l'objet d'un rapport établi en un exemplaire, transmis par tout au responsable d'exploitation du site.

Contenu minimal exigé :

- Domaine concerné par l'intervention (type d'installation).
- La date et l'heure de début / fin de l'intervention.
- Le nom du technicien.
- Le diagnostic de la ou des pannes éventuellement découverts pendant la visite.
- Les opérations effectuées pour pallier la ou lesdites pannes.
- Les résultats des éventuels essais sur les installations.
- L'identification des installations concernées.

Le titulaire indique dans les rapports toute anomalie ou toute non-conformité des installations à la réglementation en vigueur.

En cas de remise électronique du rapport (par e-courriel ou accès via un site internet sécurisé), le format de fichier devra être compatible avec les logiciels utilisés par les organismes : .DOC (compatible Word version 97 et postérieures), .XLS (compatible Excel version 97 et postérieures), .PDF ou .ZIP (le contenu des archives devra cependant appartenir à l'un des trois formats susmentionnés).

Délai maximal de remise du rapport à l'organisme : 10 jours ouvrés maximum, à compter du lendemain de la date de la visite.

3.3 – Prestations de maintenance corrective, dépannage et remplacement de pièces (type P2)

Contenu de la maintenance corrective

La maintenance corrective comprend :

- La maintenance palliative (dépannage provisoire en vue d'une réparation ultérieure).
- La maintenance curative (remise en service de l'installation après dépannage et réparation avec ou adjonction de pièces de rechange neuves).
- La prise de toutes mesures conservatoires utiles à la sécurité et au bon fonctionnement des installations dans le cadre d'actions de maintenance palliative, sans surcoût pour les organismes.

Mise à disposition de matériel d'appoint : au titre de la maintenance palliative, l'organisme pourra demander au titulaire la mise à disposition de tout matériel d'appoint destiné à remplacer provisoirement une installation ne pouvant plus assurer sa fonction principale ou l'ensemble de ses fonctions dans des conditions optimales de sécurité (ex : mise à disposition d'un climatiseur d'appoint pour palier la carence d'une climatisation de salle serveurs). Cette mise à disposition est sans surcoût pour l'organisme.

Déclenchement des interventions et délai maximal d'intervention sur site

Après appel d'un organisme suite à une panne sur une installation en exploitation, la prestation consiste en la remise de celle-ci en l'état dans lequel elle peut accomplir sa fonction en toute sécurité, en respectant :

- Les délais maximaux d'intervention au présent document.
- Le délai maximal de remise en service des installations, auquel le titulaire s'est engagé à l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Le dysfonctionnement doit être dû à une usure constatable ou un défaut occasionné par le fonctionnement normal des installations.

Le délai maximal d'intervention du titulaire sur site est fixé selon les conditions suivantes :

- **Pour tout appel émis avant 16h** : le titulaire devra être présent sur site dans un **délai maximal de 2 heures ouvrées** à compter de l'appel de l'organisme
- **Pour tout appel émis après 16h** : le titulaire devra être présent sur site **au plus tard à 10h le lendemain**.

Diagnostic des pannes

Le personnel du titulaire établi à ses frais, une fois sur place, un diagnostic de la ou des pannes frappant l'installation. Le coût total de ce diagnostic est intégralement supporté par le titulaire, qu'il y ait par la suite déclenchement ou non d'un devis de réparation.

Etablissement des devis de réparation

A la suite de ce diagnostic de panne, si l'installation nécessite une réparation avec remplacement d'une ou plusieurs pièces avant sa remise en service dans des conditions optimales de sécurité, le personnel du titulaire établit dans les meilleurs délais un devis gratuit de réparation reprenant les conditions du présent marché. Ce devis est établi en reprenant les éléments suivants :

Coût du forfait déplacement + coût total de la main d'œuvre + coût total des pièces de rechange

Coût du forfait déplacement : il s'applique une seule fois à l'intervention, tel qu'indiqué dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

Coût total de main d'œuvre : ce coût reprend les coûts unitaires de main d'œuvre indiqués dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement, multiplié par le nombre effectif d'heures de travail effectué par le personnel du titulaire sur le site.

L'organisme établit ce nombre d'heures de travail par tous moyens permettant d'attester l'heure d'arrivée et l'heure de départ du personnel du titulaire de son site. Il s'impose au titulaire en cas de contestation.

Coût total des pièces de rechange : il s'agit du coût des pièces de rechanges nécessaire à la réparation de l'installation et payées par le titulaire pour sa remise en service. Ils sont établis sur la base des prix publics pratiqués par le titulaire ou son fournisseur. A la demande de l'organisme, le titulaire doit être en mesure de fournir les factures prouvant l'acquittement desdites pièces auprès de ses fournisseurs, minorées, le cas échéant, des éventuelles remises « constructeurs » dont il pourrait bénéficier au titre d'un partenariat commercial. A défaut de production, l'organisme est en droit de n'acquitter que le montant du prix public constructeur obtenu par tous moyens.

Le calcul du montant total d'un devis de réparation tel que mentionné ci-dessus s'applique dans la limite d'un forfait pièces/main d'œuvre/déplacement tel que défini ci-dessous :

Matrice d'application du forfait pièces / main d'œuvre / déplacement lors de la présentation d'un devis de réparation pour la maintenance corrective		
Cas n°1 Coût de chaque pièce inférieur ou égal à 150 € HT	Cas n°2 Certaines pièces coûtent 150 € HT ou moins, d'autres sont supérieures à 150 € HT	Cas n°3 Coût de chaque pièce strictement supérieur à 150 € HT
Le coût de toutes les pièces, de la main d'œuvre et du déplacement est intégralement supporté par le titulaire	Le coût de chaque pièce d'un montant inférieur ou égal à 150 € HT est supporté par le titulaire	Le coût de toutes les pièces, de la main d'œuvre et du déplacement est intégralement supporté par l'organisme
	Le coût de chaque pièce d'un montant strictement supérieur à 150 € HT est supporté par l'organisme	
	Le coût de la main d'œuvre pour l'ensemble de l'intervention est intégralement supporté par le titulaire	
	Le coût du forfait déplacement est intégralement supporté par l'organisme	

Lors de l'établissement de la demande de paiement par le titulaire, les fractions d'heures de main d'œuvre sont comptées en dixièmes, au réel (ex : 15 mn = 0,25 heure).

Périodes d'exécution de la maintenance corrective

Les interventions de maintenance corrective auront lieu **sans astreinte, pendant les jours et heures ouvrés** de tous les sites recensés dans le cadre du présent marché **sauf pour** :

- le site d'Olivet (URSSAF Centre Val de Loire, lot n°2) ;

Pour ce dernier, en sus de l'astreinte d'alerte (voir ci-après), une astreinte d'intervention pour la maintenance corrective est à prévoir 7 jours sur 7, 24 heures sur 24, et les candidats répondant à cette offre devront prendre en compte cette obligation et le chiffrage en conséquence dans l'annexe financière jointe à l'acte d'engagement.

Le personnel du titulaire sera soumis à l'astreinte en dehors des heures et jours habituels de travail. En cas d'incident survenant en dehors des heures ouvrables, ou jours fériés, l'entreprise peut être appelée à intervenir en urgence.

Le technicien d'astreinte doit intervenir sous 2 heures à réception de l'appel.

Pour des raisons d'efficacité, l'astreinte sera réalisée par du personnel ayant une excellente connaissance des installations et devra par conséquent être composée d'agents travaillant régulièrement sur le site.

Délai maximal de remise en service des installations

Au titre de la maintenance corrective, les installations tombées en panne doivent être remises en service dans le délai correspondant renseigné par le titulaire dans l'annexe 1 de son acte d'engagement.

Ce délai court à compter de l'arrivée du technicien du titulaire sur le site concerné.

La mise en place de mesures conservatoires destinées à assurer la sécurité de l'installation, des biens ou des personnes utilisant le bâtiment ou la mise en place d'une action de maintenance palliative permettant à l'installation de fonctionner temporairement suspend l'écoulement dudit délai, jusqu'à la remise en service définitive de l'installation.

Procédures de traitement des demandes d'intervention

Elles peuvent être indiquées dans le mémoire technique du titulaire joint à son offre, sous réserve des dispositions minimales suivantes :

Plateforme de réception des appels téléphoniques du titulaire : mise à disposition à ses frais par le titulaire, elle permet la prise en charge de toute demande d'intervention et de dépannage, ainsi qu'une assistance vocale permettant la transmission d'éventuelles consignes de dépannage ou de sécurité.

Plages horaires des appels : 24h/24 et 7j/7, tous les jours de l'année (jours fériés, chômés, périodes de vacances et de fermeture annuelle de l'entreprise titulaire).

Personnes habilitées à contacter le titulaire : l'organisme indiquera par tous moyens au titulaire, à compter de la notification du marché, la ou les personnes habilitées à pouvoir déclencher des interventions.

Notification de l'appel : les organismes pourront notifier l'appel téléphonique par adresse courriel ou télécopie au titulaire, pour permettre la notification de l'heure précise de déclenchement des interventions. La date et l'heure de réception de la télécopie ou du courriel fera office de constat de l'indisponibilité des installations et constituera le point de départ du délai maximum de remise en service de l'installation indiqué à l'annexe 1 de l'acte d'engagement. A défaut, la date et l'heure de l'appel de l'organisme font foi.

Remise de rapports de maintenance corrective

Chaque intervention fait l'objet d'un rapport établi en un exemplaire, transmis par tout au responsable d'exploitation du site.

Contenu minimal exigé :

- La date et l'heure de début / fin de l'intervention.
- Le nom du technicien.
- L'identification des installations concernées et sa localisation précise.
- Le diagnostic de la ou des pannes éventuellement découvertes pendant l'intervention.
- La liste des opérations de maintenance palliative et/ou curative effectuées pour pallier.
- La liste des réparations provisoires, prêts de matériel d'appoint et mesures conservatoires.
- Le listing des pièces de rechange installées et commandées, le cas échéant.
- Les résultats des éventuels essais de remise en service.

Le titulaire indique dans les rapports toute anomalie ou toute non-conformité des installations à la réglementation en vigueur.

En cas de remise électronique du rapport (par e-courriel ou accès via un site internet sécurisé), le format de fichier devra être compatible avec les logiciels utilisés par les organismes : .DOC (compatible Word version 97 et postérieures), .XLS (compatible Excel version 97 et postérieures), .PDF ou .ZIP (le contenu des archives devra cependant appartenir à l'un des trois formats susmentionnés).

Délai maximal de remise du rapport à l'organisme : 5 jours ouvrés maximum, à compter du lendemain de la date de la visite.

3.4 – Prestations de mises en conformité suite à une vérification périodique réglementaire ou un contrôle technique sur les installations

Ces prestations interviennent à la demande de l'organisme suite à une vérification périodique réglementaire ou un contrôle technique effectué sur les installations par un organisme agréé. Elles donnent lieu à la notification d'un bon de commande par l'organisme au titulaire.

Il s'agira pour le titulaire de procéder, après validation par l'organisme, à tout réglage, essai, remplacement de composant sur les installations conformément aux préconisations ou obligations contenues dans un rapport de vérification périodique ou de contrôle technique rédigé par un organisme agréé. Il ne s'agit pas de prestations d'adjonctions d'installations nouvelles.

Ces opérations s'effectuent dans les mêmes conditions que les prestations de maintenance corrective décrites ci dessus, à l'exception des conditions de délai d'intervention et de remise en service des installations, compte tenu de l'absence de degré d'urgence.

En cas de contestation, l'organisme dispose de toute latitude pour qualifier une intervention de maintenance corrective ou de mise en conformité.

3.5 – Prestations d'appoints en fluides caloporteurs/frigorigène

Lorsqu'il s'aperçoit d'une carence en fluide d'une installation à l'issue d'une intervention de conduite d'installation, de maintenance préventive, corrective ou de mise en conformité, le titulaire informe l'organisme dans les plus brefs délais en vue du réapprovisionnement.

- La fourniture d'appoint en eau de chauffage ou en eau sanitaire ne saurait faire l'objet d'une facturation à l'organisme, celui-ci utilisant ses propres consommations d'eau pour réalimenter ses installations.
- La fourniture d'appoint en fluides frigorigènes (climatiseurs, pompes à chaleur) fait l'objet d'un établissement et d'une facturation imputable à l'organisme et distincte du devis de réparation visé par l'article 3.3 du présent document.

Les coûts d'approvisionnement en fluides frigorigènes seront à détailler dans le devis à établir. Ils comprennent la fourniture de la quantité de fluide nécessaire par bouteille, ainsi que la récupération de fluide existant en vue de son retraitement. L'approvisionnement se fera selon la réglementation en vigueur, notamment par la bonne application de la réglementation européenne F-Gas 2024 concernant les gaz fluorés. Le titulaire veillera toujours à privilégier des fluides à impact environnemental le plus faible possible.

Ces coûts ne bénéficient pas de l'application du forfait pièces/main d'œuvre/déplacement tel que défini à l'article 3.3 du présent document.

L'approvisionnement en fluides frigorigènes est effectué en même temps qu'une intervention de maintenance corrective ou de mise en conformité rendu nécessaire pour l'installation.

3.6 – Prestations d'assistance aux vérifications périodiques réglementaires

A la demande de l'organisme et sans surcoût pour lui, le titulaire dépêche un technicien sur les sites de celui ci afin d'accompagner le vérificateur réglementaire dans le cadre de sa mission. Le technicien du titulaire sera à même de répondre à toute question posée par le vérificateur ou le responsable d'exploitation sur l'état de l'installation, et pourra être amené à effectuer certaines manipulations, manœuvres ou essais sur cette dernière.

La mission d'assistance à la vérification périodique réglementaire prend fin avec la mission du vérificateur : le technicien du titulaire doit donc être présent sur le site de l'organisme tant que cette dernière n'est pas achevée.

ARTICLE 4 – PIECES ET EQUIPEMENTS DE RECHANGE

En cas de pièce ou de composant défectueux, le titulaire, à ses frais :

- Prend à ses frais toute mesure utile de mise en indisponibilité de l'installation pour des raisons de sécurité des personnes et des biens, en prenant en compte le délai maximal de remise en service avec commande de pièce auquel il s'est engagé dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement.
- Dans la mesure du possible, répare le composant défectueux.
- En cas de réparation impossible, procède à son remplacement à l'identique (commande, acheminement et installation).

Lorsqu'une pièce ou un composant défectueux, dont la réparation ou le remplacement est prévu au contrat ne peut être réparée ou remplacée à l'identique, le titulaire fera son affaire, à ses frais :

- Soit d'une nouvelle fabrication.
- Soit de la mise en place d'une pièce d'une technologie et d'une qualité équivalente ou supérieure, l'adaptation sur l'installation restant à sa charge. Il devra justifier, par tout moyen, que cette pièce ne remet pas en cause le maintien du niveau de performance, de fiabilité et de sécurité de l'installation.

Les pièces et composants fournis dans le cadre du marché bénéficient des garanties et de l'échange standard indiqués à l'article 5.7 du CCAP.

Il appartient au titulaire de constituer et tenir un stock de pièces de rechanges afin de répondre aux exigences liées à la sécurité des installations des organismes et aux délais du marché. Ces pièces détachées de rechange sont conformes ou équivalentes aux pièces d'origine et respectent les règles d'associativité prévues par les fabricants. Les organismes pourront demander à n'importe quel moment de l'exécution du marché un compte rendu sur l'état de ce stock de pièces (quantités, références, etc.).

ARTICLE 5 – BILAN ANNUEL D'ACTIVITE

Pour chaque année d'exécution du marché, le titulaire adresse un rapport des prestations effectuées pour l'année en cours qu'il adresse au responsable d'exploitation de chaque site.

Contenu minimal :

- Les noms des techniciens intervenant pendant la période concernée.
- Un bilan de l'état des installations comprises dans le marché.
- Les résultats d'éventuels essais, études de fonctionnement.
- Le diagnostic du ou des dysfonctionnements éventuellement découverts pendant les maintenances préventives.
- Les opérations effectuées pour pallier le ou les dysfonctionnements, ainsi que les équipements et pièces réparés, remplacés ou installés pendant les opérations de maintenance corrective.
- La liste des devis de réparation présentés.
- Un tableau de bord chiffré des éléments à remplacer pour le ou les prochains exercices, afin de pouvoir assurer la continuité de service des installations.
- La mise à jour de la liste des pièces de première urgence.
- La liste des mises à jour des documents confiés au titulaire depuis le début de l'exécution du marché.
- Les préconisations dans le cadre de la prestation de conseil en exploitation et amélioration des performances énergétiques des installations.
- Pour les installations de chauffage : l'évolution des consommations énergétiques sur la période donnée, ainsi qu'une synthèse de la consommation d'eau d'appoint.
- Pour les installations d'eau chaude sanitaire : une synthèse des relevés des différents compteurs.
- Une liste récapitulative des préconisations susceptibles d'améliorer la performance énergétique des bâtiments conformément aux directives formulées dans le décret tertiaire et des conseils pour réaliser des économies, de renforcer la sécurité, d'améliorer le service, les prestations, la durée de vie des installations et la protection de l'environnement.
- A la demande de l'organisme, la planification des interventions de maintenance préventive pour l'année N+1.

A la demande du responsable d'exploitation de l'organisme, le titulaire doit remettre ce rapport annuel pour chaque site avant le 1^{er} novembre de l'année en cours. Par ailleurs, le représentant de l'organisme pourra demander au titulaire d'organiser une présentation du bilan annuel sur le site de l'organisme, sans surcoût pour ce dernier.

Réglementation : le titulaire indique dans les rapports toute anomalie ou toute non-conformité des installations à la réglementation en vigueur.

En cas de remise électronique du rapport (par e-courriel ou accès via un site internet sécurisé), le format de fichier devra être compatible avec les logiciels utilisés par les organismes : .DOC (compatible Word version 97 et postérieures), .XLS (compatible Excel version 97 et postérieures), .PDF ou .ZIP (le contenu des archives devra cependant appartenir à l'un des trois formats susmentionnés).

ARTICLE 6 – GESTION ET MAINTENANCE ASSISTEE PAR ORDINATEUR (GMAO)

Les organismes membres du groupement de commande disposant d'une GMAO s'autorisent à mettre à la disposition du titulaire, par voie dématérialisée (courriels), toutes les demandes d'intervention issues des personnes habilitées par l'organisme, à constater un défaut de l'installation. En ce sens, la date de réception du courriel par le titulaire vaut déclenchement des délais d'exécution des prestations.

La clôture de la demande d'intervention du titulaire (remise du rapport d'intervention, mise à jour de tout document relatif à l'exécution des prestations) pourra être réalisée, à la demande l'organisme, sur un espace sécurisé, en ligne, dédié à la gestion de la maintenance des installations objet du marché et mis à disposition par l'organisme, à ses frais.

L'obligation de gestion dématérialisée des interventions par le titulaire ne saurait faire l'objet d'aucun coût supplémentaire pour les organismes.

7.1 - Clause environnementale – Flotte de véhicules à faibles émissions

Dans le cadre de sa politique de développement durable et de réduction de l'empreinte carbone, le pouvoir adjudicateur impose au titulaire du marché l'utilisation d'une flotte de véhicules respectueuse de l'environnement pour l'exécution des prestations.

Exigence environnementale :

Le titulaire s'engage à utiliser exclusivement des véhicules de maintenance ou d'intervention classés **Crit'Air 3 ou mieux** (Crit'Air 1, 2 ou véhicules électriques) pour l'ensemble des déplacements réalisés dans le cadre du présent marché.

Justificatifs attendus :

Le titulaire devra fournir à la mise en place du marché et sur simple demande de l'organisme durant son exécution :

- Une **liste des véhicules** affectés à l'exécution du marché avec leur correspondance Crit'Air

Contrôle et suivi :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à des contrôles ponctuels pour vérifier la conformité des véhicules utilisés. En cas de non-respect, des pénalités pourront être appliquées, conformément aux stipulations du marché.

Évolution du parc :

En cas de remplacement ou d'ajout de véhicules en cours d'exécution du marché, le titulaire devra s'assurer que les nouveaux véhicules respectent également le critère Crit'Air 3 maximum. Les véhicules des sous-traitants et co-traitants sont également concernés par cette clause.

7.2 - Clause d'exécution à caractère social – Participation au DuoDay

Dans le cadre de sa politique d'insertion et de responsabilité sociale, le pouvoir adjudicateur impose au titulaire du marché la mise en œuvre d'une action favorisant l'inclusion des personnes en situation de handicap dans le cadre des prestations demandées, par la participation au dispositif national **DuoDay**.

Le DuoDay est une initiative permettant à une personne en situation de handicap de former un binôme avec un professionnel volontaire, le temps d'une journée, afin de découvrir un métier, s'immerger dans un environnement professionnel et amorcer un parcours d'insertion.

Engagement du titulaire :

Le titulaire s'engage à :

- Participer à une journée DuoDay pendant la durée d'exécution du marché,
- Accueillir au moins **une personne en situation de handicap** pour une journée d'immersion professionnelle, (cela peut concerner un poste terrain ou des fonctions administratives au sein de l'entreprise)
- Mettre en place ce binôme avec un salarié volontaire de l'entreprise.

Modalités de mise en œuvre :

- Le titulaire devra s'inscrire sur le site officiel du dispositif : <https://www.duoday.fr>,
- Il devra proposer une ou plusieurs offres de duo via la plateforme,
- La mise en relation avec une personne en situation de handicap sera facilitée par les partenaires du service public de l'emploi (Cap emploi, France Travail, missions locales, etc.),
- La journée DuoDay devra être réalisée **dans un délai de 18 mois suivant la notification du marché**.

Justificatifs attendus :

Le titulaire devra fournir à l'Urssaf, dans un délai d'un mois après la réalisation du DuoDay :

- Une attestation de participation,
- Un bref compte-rendu de la journée (poste observé, nom du salarié accompagnant, date, retour d'expérience).